CAIRN.INFO
CHERCHER, REPÉRER, AVANCER

LES ÉCOMUSÉES

Participation des habitants et prise en compte des publics

Frédéric Poulard

Presses Universitaires de France | « Ethnologie française »

2007/3 Vol. 37 | pages 551 à 557

ISSN 0046-2616
ISBN 9782130560869

Article disponible en ligne à l'adresse :

https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2007-3-page-551.htm

Pour citer cet article :

Frédéric Poulard, « Les écomusées. Participation des habitants et prise en compte des publics », *Ethnologie française* 2007/3 (Vol. 37), p. 551-557.
DOI 10.3917/ethn.073.0551

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.
© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 89.115.229.142 - 19/02/2018 12h05. © Presses Universitaires de France

Les écomusées

Participation des habitants et prise en compte des publics

Frédéric Poulard
GETI, Université Paris VIII

RÉSUMÉ

La volonté de faire participer la population locale aux « écomusées » s'est développée dans les années 1970 et a été popularisée par des conservateurs témoins des événements de mai 68 et proches du Parti socialiste. Tout en retraçant l'émergence de ce mouvement et son influence sur l'évolution sociale des musées français, l'article en dévoile les limites. Il montre ainsi que les relations entre les professionnels et les acteurs locaux s'apparentent moins à une démocratie participative qu'à une délégation sous contrôle, laquelle permet notamment de pallier le manque de moyens humains et financiers auquel sont confrontés la très grande majorité des musées de collectivités.
Mots-clés : Écomusées. Musées. Démocratie participative. Public. Conservateurs.

Frédéric Poulard
Université Paris VIII
Groupe de recherche sur l'École, le Travail et les Institutions
3, avenue de la Liberté
92400 Courbevoie
fred.poulard@wanadoo.fr

Au cours des années 1990, la « démocratie participative » a connu un regain d'intérêt dans le débat public. Bien qu'un certain nombre d'initiatives soient antérieures à cette époque, on a en effet assisté à un élargissement des possibilités de consultation des citoyens par les autorités municipales sur le plan législatif[1]. Dans le cadre de cet article, nous proposons d'éclairer cette question à la lumière des musées français de collectivités.

Ce choix peut paraître au premier abord étonnant. Ces institutions ont été pendant très longtemps considérées comme un des creusets de la culture dite « légitime », principalement fréquentées par les classes cultivées possédant les dispositions nécessaires [Bourdieu et Darbel, 1966]. Elles ont pourtant connu d'importantes transformations durant les deux décennies suivantes : un vaste mouvement de rénovation, une prise en compte plus prononcée des publics, sans oublier une diversification des types de collections présentées. Des innovations ont tout particulièrement vu le jour sous la forme des écomusées. À l'heure où l'ensemble des musées tendent à orienter leurs actions en direction de publics bien spécifiques, comme les scolaires, les jeunes issus de zones d'éducation prioritaires (ZEP) et les personnes handicapées, ces institutions entendent associer pleinement la population locale. Le concept d'écomusée est apparu en 1971 et une charte en fixe les objectifs et les spécificités depuis 1981. Ce texte place le territoire au centre de son étude et, par rapport aux autres musées, élargit son intérêt au patrimoine social et naturel. Enfin, et il s'agit là d'une innovation qui se veut fondamentale, il plaide en faveur d'une participation accrue de la population, à travers la création d'un « comité des usagers ». Au cours des années 1980, cette conception du rôle des musées a été très largement promue par l'association Muséologie nouvelle et expérimentation sociale (MNES) créée en 1982 par des professionnels de musées, soucieux de démocratiser l'accès à la culture.

Partant du dépouillement d'archives et de l'observation du travail de plusieurs directeurs de musées, cet article interroge la nature des relations que les écomusées de collectivités territoriales nouent avec les représentants de la « société culturelle locale » [Ory, 1987], ainsi que l'incidence des tentatives de démocratie participative sur l'évolution des établissements culturels[2]. Un tel objectif nécessite de retracer l'émergence de ce mouvement professionnel qui s'est très vite érigé contre les symboles de la culture légitime, incarnés par les musées d'art. Nous montrerons que ces revendications s'inscrivent dans un contexte international de débats professionnels et sont, en France, relayées par des conservateurs fortement

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 89.115.229.142 - 19/02/2018 12h05. © Presses Universitaires de France

marqués par les événements de mai 68 et proches du Parti socialiste. Ces revendications, dont nous nous efforcerons d'évaluer l'impact sur le changement de finalité des musées, résistent cependant mal à l'analyse des situations locales. En effet, et bien qu'une abondante littérature professionnelle insiste sur l'originalité des écomusées, nous nous attacherons à démontrer qu'ils partagent au contraire de très fortes similitudes avec les autres musées de collectivités. Notre article propose donc une alternative à la rhétorique des professionnels, revendiquant l'originalité de ces établissements, et à certains travaux de sciences sociales qui ont avant tout dénoncé l'échec de telles initiatives « participatives »[3].

■ L'origine du mouvement en faveur de la participation des habitants

Le mouvement en faveur de la participation de la population locale s'inscrit dans un contexte plus général d'intérêt renouvelé pour les missions de médiation. Si les remises en cause opérées par l'analyse sociologique des publics des musées de Pierre Bourdieu et Alain Darbel [1966] ont joué un rôle dans cette prise de conscience[4], elles ne constituent pas le seul déclencheur. D'une part, l'intérêt pour le public est plus ancien. D'autre part, il résulte des réflexions qui voient simultanément le jour au niveau national et international[5]. En 1971, la neuvième conférence générale de l'ICOM, intitulée *Le musée au service des hommes aujourd'hui et demain. Le rôle éducatif et culturel des musées*, marque un tournant majeur puisqu'elle met en exergue la primauté des missions de diffusion sur celles de conservation, alors privilégiées par la Direction des musées de France. C'est d'ailleurs à cette occasion qu'est apparu, en France, le concept d'écomusée, lequel allait permettre de concilier plusieurs attentes. Hugues de Varine, alors directeur du Conseil international des musées (ICOM) depuis 1962, en est l'inventeur lors d'une rencontre avec Georges-Henri Rivière, fondateur du musée national des Arts et Traditions populaires, et Serge Antoine, alors conseiller du ministre de l'Environnement, Robert Poujade. Quelques mois avant la conférence de l'ICOM, l'invention du néologisme « écomusée » allait permettre de concilier la volonté de Georges-Henri Rivière d'élargir l'intérêt des musées au territoire local et au patrimoine naturel[6] et le souhait de Serge Antoine d'asseoir le crédit du nouveau ministère de l'Environnement. Dans l'année qui a suivi cette conférence, sous l'impulsion d'Hugues de Varine, une première esquisse de cette participation de la population a vu le jour à l'écomusée du Creusot, à travers la mise en place d'un comité des usagers.

Très vite, ce mouvement de pensée rencontre un succès auprès de toute une génération de conservateurs, influencés par mai 1968 et soucieux de renouveler l'offre des musées. À l'occasion des différentes réunions du Secrétariat national à l'action culturelle (SNAC) du Parti socialiste[7], un groupe de professionnels militants et sympathisants va en effet engager des réflexions et préconiser des actions singulières, contribuant à approfondir la réflexion du Parti dans la perspective de l'élaboration du programme commun de la gauche en vue des futures élections. Des réflexions décisives, par la suite largement diffusées, ont vu le jour dans ce contexte précis. À la lecture des comptes rendus de ces réunions, on saisit les raisons du profond succès des écomusées et du mouvement plus général en faveur du public qui le porte. Les rencontres nationales de Suresnes sur les musées (14 et 15 janvier 1977), qui donnent lieu à la rédaction d'un rapport de synthèse du SNAC le 11 octobre 1977, sont l'occasion de pointer un grand nombre de problèmes. Le rapporteur est Dominique Taddéi, secrétaire national à l'action culturelle. Dans la continuité des remises en question portées par le mouvement de mai 68, les inspirateurs de ce rapport prennent acte des ratés de l'ambition éducative initiale des musées, lesquels sont devenus très rapidement à l'usage des seuls initiés et tout particulièrement d'« *une élite sociale et culturelle, issue de la classe dominante* »[8]. On comprend aussi pourquoi la contestation prend pour cible les grands musées de beaux-arts dont l'architecture « *se réfère aux demeures princières, aux temples, aux palais* » [Taddéi, 1977 : 2]. Mais les critiques ne se cantonnent pas à la seule visibilité extérieure de ces musées, elles portent aussi et surtout sur leur contenu et leur nécessaire évolution : « *Le malaise des musées traduit une incertitude profonde. C'est à un véritable travail de redressement de l'image populaire du musée et de sa situation générale qu'il faut s'attacher. Cette réhabilitation doit s'effectuer par un travail d'explication politique au niveau des usagers comme à celui des personnels. Le musée ne doit pas demeurer le "coffre-tombeau" touristique. Il doit trouver sa véritable fonction éducative, comprise comme telle par les couches sociales qui vont soutenir l'accès de la Gauche au Pouvoir* » [Id., 1977 : 4].

De telles ambitions expliquent le relatif succès des écomusées qui valorisent les cultures populaires et projettent de faire participer la population, ce qui apparaît comme une réponse originale au souci de renouveler le rôle éducatif des musées. Fort de ce nouveau concept, les auteurs du texte sont persuadés qu'à leur tour, en raison d'un succès généralisé, « *les musées traditionnels deviendront des lieux dynamiques d'action et d'animation* » [Id., 1977 : 6]. Les réunions du SNAC ont donc initialement constitué un lieu propice à l'interpénétration des idées et des courants de pensée, au point qu'il n'est pas possible de dissocier la rhétorique des écomusées d'un contexte plus général en faveur du renouveau des musées et de l'élargissement des missions de diffusion.

Dans les années 1980, ces débats trouvent un prolongement au sein de l'association Muséologie nouvelle et expérimentation sociale (MNES), dont les fondateurs et une partie des membres ont activement participé aux réunions du SNAC. La vocation de cette association,

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 89.115.229.142 - 19/02/2018 12h05. © Presses Universitaires de France

créée en 1982 et réunissant des professionnels de différents horizons, est de poursuivre les expériences menées en matière d'art contemporain et d'écomusées et, plus largement, d'accompagner les diverses formes d'action en direction des publics : développement des expositions temporaires, réflexions autour de l'accueil et de l'animation dans les musées. Ces projets sont affirmés avec d'autant plus de force que se profile en ce début des années 1980 un vaste chantier de rénovation et de création de musées, rendu possible grâce à un investissement sans précédent des villes et de l'État[9]. Il s'agit donc pour les membres de cette association de ne pas rester en marge de cette évolution et d'y jouer un rôle clé.

À travers l'édition d'un bulletin d'information, la publication d'ouvrages militants, l'organisation de formations et d'un salon de la muséographie, la MNES s'est efforcée de mettre l'accent sur la vocation sociale et pédagogique des musées, tout en militant pour leur diversification[10]. Ce faisant, elle a indéniablement accompagné et stimulé l'intérêt des professionnels en faveur des missions de médiation. La trajectoire professionnelle de ses deux dirigeantes successives, Évelyne Lehalle puis Françoise Wasserman, est de ce point de vue éclairant puisqu'elles ont toutes les deux contribué à la mise en œuvre de la politique des publics au sein de la Direction des musées de France. Conjointement avec Élisabeth Caillet, Évelyne Lehalle a mis en place le département des publics de la DMF, aujourd'hui stratégique, et y exerça ses fonctions jusqu'en 1994. Françoise Wasserman, jusqu'alors directrice de l'écomusée de Fresnes, a pris la direction de ce service en 1998 et participa au renforcement de la prise en compte du public dans la nouvelle loi sur les musées du 4 janvier 2002[11].

■ Les « écomusées » : la quête d'une nouvelle légitimité professionnelle

Au-delà du contexte de contre-culture qui explique en partie l'émergence de ce nouveau concept [Chaumier, 2003], l'argument de la participation de la population, qui a été par la suite élaboré et popularisé par les responsables de ces nouveaux musées, est également lié à des enjeux professionnels et de reconnaissance au sein du monde des musées. L'étude des écrits et des propos tenus par les responsables de ces nouveaux musées révèle que les discours en faveur du public et de la population ont pour toile de fond une opposition avec les musées dits de beaux-arts. En effet, dans le cas des écomusées, la nature des collections présentées est sujette à polémiques et fait parfois l'objet d'un discrédit public sous la plume de certains spécialistes d'histoire de l'art comme Jean-Pierre Babelon et André Chastel [1994].

C'est d'ailleurs en partie à la lumière de ces débats sur la légitimité des collections ethnographiques et de leur déficit de reconnaissance qu'il faut aussi envisager l'investissement des responsables de ces nouveaux musées en faveur des missions de médiation. Face au déficit esthétique des objets exposés, qui sont des objets « banals », souvent « sériels », des objets du quotidien, la priorité accordée au public et aux habitants constitue également une nouvelle justification professionnelle. Le fait que le discrédit porté sur les écomusées se soit longtemps traduit par un manque de soutien de la Direction des musées de France, même sous le gouvernement socialiste, participe au ressentiment général de leurs responsables. Dans un tel contexte, l'affirmation de la vocation sociale du musée et la revendication de la participation de la population témoignent donc pour partie d'une réaction de défense et d'une quête de légitimité face au modèle prédominant du musée de beaux-arts. Une telle réaction n'est pas propre au monde des musées. On la retrouve quelques années plus tôt chez les professionnels des bibliothèques. Anne-Marie Bertrand [1999] rappelle ainsi qu'en 1959 une « section des petites et moyennes bibliothèques à rôle éducatif » est créée au sein de l'Association des bibliothécaires français (ABF) par un groupe de bibliothécaires marginalisés par le statut de leurs établissements (bibliothèques de comités d'entreprise, d'hôpitaux et de lycées).

Cette quête de reconnaissance est clairement perceptible dans les publications de la MNES où elle prend les mêmes formes que dans les réunions du SNAC, quelques années plus tôt. Les responsables d'écomusées et de musées de société y qualifient leurs établissements de « musées écoles », « musées forums » ou « musées chauds », et les opposent aux musées de beaux-arts, présentés comme des « musées temples », des « musées cathédrales » ou des « musées froids »[12]. La dénonciation de l'aspect monumental et austère de ces bâtiments, et donc de leur caractère élitiste, est un moyen détourné de parler de l'offre culturelle. Celle-ci est présentée comme plus accessible dans leurs musées, qu'ils apparentent à des lieux d'échanges et de discussions, ouverts à tous, quelle que soit l'origine sociale des visiteurs.

Notons qu'une ambiguïté est initialement présente dans la définition que Georges-Henri Rivière donne des écomusées en 1980. Le conservateur y évoque non sans contradictions le rôle tantôt actif, tantôt passif de la population. Celle-ci passe en effet successivement du statut de concepteur, voire d'initiateur, à celui de spectateur et même d'élève. L'auteur apparente l'écomusée à une « école » qui « associe » la population à ses actions d'étude et de protection et, par une sorte de jeu de miroir, « *l'incite à mieux appréhender les problèmes de son propre avenir* ». On voit bien à travers ces recommandations qu'un flou entoure dès l'origine le degré de participation et d'initiative des habitants. Il soulève en fait la question de la marge de manœuvre des conservateurs et des modalités de leur contrôle sur l'institution. En témoignent les réflexions suscitées au sein du SNAC du Parti socialiste, où les professionnels de musées, ceux-là

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 89.115.229.142 - 19/02/2018 12h05. © Presses Universitaires de France

mêmes qui militaient en faveur d'un développement de la démocratie participative, exprimaient leurs craintes face à la multiplication des musées d'origine associative, susceptibles de remettre en cause leurs propres missions : « *La prolifération des musées sauvages, des musées privés, d'association, des "maisons de…" devient inquiétante, car ce phénomène reste largement incontrôlable. Cette tendance à la défonctionnarisation de la fonction de conservateur pose non seulement des problèmes au niveau de la profession, mais également pour ce qui est de la conservation du patrimoine. Bien souvent, ces musées renferment des collections non inaliénables et rassemblées sans qu'aucune méthode ou projet scientifique ait guidé leur collecte* » (Nantes, réunion du 8 novembre 1976).

Dans les faits, la question se pose de savoir quels habitants vont collaborer avec l'équipe du musée. Dans l'esprit d'Hugues de Varine [1991], l'enjeu a toujours consisté à identifier des « leaders », sorte de porte-parole « charismatiques » du reste de la population. Partant du cas de l'écomusée du Creusot, Octave Debary [2002] révèle cependant le caractère extrêmement limité du recours à la population locale et rappelle que, pour les responsables de l'époque, la création d'un comité des usagers a été motivée avant tout par le souci de limiter les prérogatives du maire. Il est dès lors intéressant de constater le succès et la pérennité du terme générique de « population », qui vise « *à effacer les différences sociales et les logiques de détention de pouvoir* » [*op. cit.* : 64].

Mais c'est dans l'ensemble des écomusées que la participation des représentants de la population ne va pas de soi car un flou persiste quant à la place qui leur est accordée. En effet, dans une majorité d'écomusées, le comité des usagers ne s'est jamais réuni. Les responsables de ces musées sont pris dans des contradictions manifestes. S'ils préconisent et revendiquent de laisser la population s'exprimer à travers le musée, ils refusent toutefois de s'effacer complètement et se montrent soucieux de conserver le contrôle sur la programmation culturelle. Même les professionnels qui militent avec le plus d'enthousiasme en faveur d'une participation élargie de la population ne sont pas à l'abri de telles contradictions. La raison se trouve également dans les fréquentes divergences d'opinion qui se font jour entre professionnels et bénévoles sur la nature de ce qu'un musée doit donner à voir [Chaumier, *op. cit.* ; Glevarec et Saez, 2002]. Ainsi, lorsque les acteurs locaux sont associés à la vie du musée, c'est le plus souvent à des occasions ponctuelles, comme la donation et la collecte d'objets, où ils se voient relégués à un simple rôle d'informateur [Davis, 1999].

Concernant le degré de participation de la population, le critère majeur reste bien sûr celui du statut des établissements, le passage d'un statut associatif à un statut municipal ou départemental entraînant un accroissement des prérogatives des conservateurs au détriment de celles des bénévoles [Chaumier, *op. cit.*] [13]. Mais plutôt que de restreindre l'analyse des initiatives participatives à un constat d'échec, il convient d'explorer les modalités concrètes de collaboration, en élargissant les investigations à l'ensemble des musées de collectivités.

■ Les directeurs de musées face aux représentants de la société culturelle locale

Partant de l'observation du travail de plusieurs directeurs de musées, nos enquêtes ont révélé que la participation d'acteurs locaux à certaines activités de l'institution n'est en aucun cas l'apanage des écomusées. Au contraire, tous les musées sont potentiellement amenés à entretenir des relations avec certains habitants. Les musées généralistes, dont les collections peuvent s'échelonner de la préhistoire à l'art contemporain, sont susceptibles de nouer des rapports avec un large éventail de personnes. Mais contrairement aux directeurs d'écomusées, la dimension « participative » n'est pas revendiquée spontanément par leurs responsables. Ceux-ci n'en font pas le cœur d'une revendication professionnelle et il faut souvent solliciter expressément les informations au cours de l'entretien ou bien suivre la vie du musée, pour s'apercevoir que cette pratique leur est commune. Cette généralisation de la collaboration avec les acteurs locaux est moins, selon nous, à imputer au succès et à l'essaimage des idées des responsables des écomusées et de la MNES qu'à la place singulière des directeurs de musées au sein des collectivités locales et aux problèmes qu'ils rencontrent pour faire fonctionner leurs établissements.

Pour les professionnels, ces recours de différentes natures permettent de mener à bien les missions de leur institution. Leur contribution, qui porte aussi bien sur l'étude des collections que leur valorisation, varie bien entendu d'un musée à l'autre. Si elle est moins fréquente dans les grands musées, mieux dotés en personnel scientifique, elle n'en concerne pas moins une majorité de musées de collectivités. Cet appel à des compétences extérieures y est d'autant plus nécessaire qu'ils possèdent majoritairement moins de dix agents [Octobre, 2001] et que la fonction de direction implique un abandon du travail de recherche personnel.

Les responsables de musées peuvent solliciter les personnes ressources locales pour un catalogue d'exposition ou, en amont, pour alimenter le propos de certaines expositions, ceci en raison des connaissances qu'elles ont acquises dans des domaines spécifiques. Il arrive que leur contribution s'opère par le biais des sociétés savantes, dont les conservateurs sont souvent membres. Si cette participation leur fournit parfois de précieuses opportunités de publication, elle leur donne également l'occasion d'être informés sur l'histoire et le patrimoine local et de mettre à profit les connaissances des autres membres. Il s'agit là de ressources complémentaires à celles

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 89.115.229.142 - 19/02/2018 12h05. © Presses Universitaires de France

offertes en d'autres occasions par les étudiants et les chercheurs.

Mais il se peut que le recours aux compétences scientifiques ou culturelles des interlocuteurs cache d'autres motivations, d'ordre logistique par exemple. C'est le cas de ce conservateur qui exposa les œuvres d'un contrôleur des travaux en contrepartie de la remise en état d'une partie du musée, alors même que le budget de fonctionnement était entièrement consacré aux frais de restauration d'œuvres : « *J'ai exposé les aquarelles de monsieur J. qui est contrôleur des travaux de la ville et qui peint comme une merde* [rires]. *Ça n'a aucune valeur ni aucun intérêt. Je lui ai fait une exposition personnelle au musée. Il était tellement content que sur ses crédits de travaux à lui il a repeint les salles et a payé de nouveaux spots. Ça a duré deux mois, plus personne ne s'en souvient, mais la salle est propre et les spots en bon état de fonctionner !* »

Dans le cas présent, l'ironie des propos et la mise en scène du caractère instrumental de cette collaboration témoignent plus largement des tactiques que les conservateurs déploient pour assurer le fonctionnement de leur musée. Le cas des sociétés d'amis, dont le rôle est de faire la promotion locale du musée, offre un exemple très répandu de partenariat. L'aide financière apportée est variable et peut être mise à profit de différentes manières par les conservateurs, à travers l'acquisition de collections, l'édition de publications, l'achat de fournitures de bureaux ou comme avance sur les frais de déplacement. Elles peuvent pallier, du moins partiellement, les inconvénients des modes d'attribution des subventions induits par la régie directe, c'est-à-dire les règles de l'annualité budgétaire et de la non-réaffectation des ressources.

À côté des recours scientifiques, logistiques et financiers, les relations tissées avec les représentants de la société culturelle locale sont également susceptibles de constituer des ressources diplomatiques. Il arrive en effet que les responsables de musées s'appuient sur les associations culturelles et les sociétés savantes comme un moyen de pression face aux élus. La décision des conservateurs de recourir au soutien du tissu associatif peut ainsi naître en réaction aux options culturelles des élus, avec lesquelles ils sont en désaccord. Si de telles actions résultent parfois d'un différend initial avec l'équipe municipale, elles peuvent être initiées en amont par les professionnels, pour donner plus de poids à leur projet. Mais du fait même de leur impact potentiel sur l'opinion publique et sur les élus, les conservateurs se doivent d'entretenir dans la mesure du possible des relations suivies avec certaines de ces associations et de ménager leur susceptibilité. Bien entendu, il ne faut pas surestimer l'importance de toutes ces associations, leur influence étant variable, notamment en raison de l'intérêt et du crédit que leur accordent les élus, mais aussi dans la mesure où leurs préoccupations ne recoupent pas forcément celles du musée. Néanmoins, si elle se cumule à des conflits avec les élus, une opposition trop prononcée avec les représentants de la société culturelle peut conduire un conservateur à la démission, comme ce fut récemment le cas au musée des Beaux-Arts de Nantes[14].

Dans le cadre de cet article, notre objectif était de questionner la démocratie participative en matière de musées de collectivités en nous distanciant du discours des professionnels, responsables d'écomusées, qui prétendent associer pleinement la population locale au fonctionnement de leurs établissements. Nous avons ainsi montré que cette rhétorique traduisait, entre autres choses, la quête d'une légitimité face au déficit de reconnaissance de leurs collections, entretenue par une longue tradition française de désintérêt pour les cultures populaires [Bromberger, 1996]. Forts du formidable essor des initiatives associatives qui ont vu le jour dans les années 1970 et 1980, les discours en faveur de l'appropriation du musée par le public et les habitants ont très vite constitué une réponse au mépris des conservateurs du corps d'État et aux réticences initiales de la Direction des musées de France.

D'ailleurs, l'analyse du fonctionnement concret de ces écomusées révèle que la rhétorique de leurs responsables est largement utopique dans la mesure où elle s'inscrit déjà dans un contexte où le recrutement du personnel dirigeant se distingue de celui des usagers (la « population locale »). L'attention accordée à différentes situations locales le confirme et permet d'affirmer que cette « participation » ne s'apparente jamais à une pleine liberté mais bien à une éventuelle collaboration, dont les conservateurs contribuent à définir la nature et les limites. De ce point de vue, les écomusées partagent de nombreux points communs avec les autres musées. La coopération d'une partie des habitants est en effet une caractéristique propre à de nombreux établissements territoriaux et représente autant de réponses aux problèmes que les conservateurs rencontrent pour assurer leur fonctionnement.

Aussi irréalisable soit-elle, l'ambition des responsables d'écomusées n'est pourtant pas restée sans effets. C'est pourquoi on aurait tort de réduire leurs initiatives à une simple instrumentalisation et à une suite d'échecs. Portées par une génération de jeunes conservateurs, les revendications pédagogiques ont en effet représenté une alternative au modèle professionnel véhiculé par les conservateurs des musées nationaux, celui du conservateur chercheur, principalement historien de l'art. Plus largement, la rhétorique participative a contribué à redéfinir la finalité sociale des musées en plaçant la question des publics et de la population locale au cœur des missions de ces institutions. Il existe en effet une véritable filiation entre les idées débattues au sein des réunions du SNAC du Parti socialiste, celles qui ont ensuite vu le jour au sein de l'association MNES et la politique des publics impulsée par la DMF. Même si l'essentiel de l'activité des services des publics se fait aujourd'hui en direction des scolaires, l'importance que la nouvelle loi sur les musées

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 89.115.229.142 - 19/02/2018 12h05. © Presses Universitaires de France

accorde aux publics confirme un réel changement d'orientation de la politique de ces établissements, dont les principes sont partagés par les professionnels, les représentants de l'État et les responsables locaux. C'est dire si, en dépit de leurs limites, les mouvements en faveur d'une démocratie culturelle participative ont eu un fort impact sur la redéfinition du rôle des établissements culturels en France. ■

Notes

1. C'est le cas de la loi d'orientation du 6 février 1992 pour l'administration territoriale de la République, ainsi que la loi d'orientation du 4 février 1995 pour l'aménagement et le développement du territoire.

2. Cet article est issu d'investigations menées dans le cadre d'une thèse de doctorat en sociologie [Poulard, 2005]. Il repose sur des entretiens semi-directifs menés avec une trentaine de directeurs d'établissement, ainsi que sur l'observation du travail de sept d'entre eux. Il prend également appui sur la consultation des archives de la MNES et sur les comptes rendus de réunion du Secrétariat national à l'action culturelle du Parti socialiste.

3. De l'animation culturelle [Moulinier, 1981] au logement social [Warin, 1995], les domaines investigués sont très variés.

4. Dès 1965, la revue des conservateurs se fait l'écho de ces travaux, à la suite de quoi plusieurs articles sont écrits en réaction par des conservateurs, tantôt pour conforter ces analyses, tantôt pour les nuancer.

5. Dès l'entre-deux-guerres, la prise en compte accrue des publics résulte tant des débats professionnels qui émergent au sein de l'Office international des musées (OIM) que des ambitions du Front populaire et de la volonté affichée du ministère Jean Zay de « popularisation » du musée [Peyrouzère, 1999].

6. Ce concept renouait avec les maisons de parc expérimentées par Georges-Henri Rivière quelques années auparavant : à l'île d'Ouessant en 1968, dans le parc naturel d'Armorique, et à Marquèze en 1969, dans le parc des Landes de Gascogne.

7. Archives privées, document ronéotypé.

8. Bien que les réunions du SNAC ne fassent pas référence aux travaux de Pierre Bourdieu et Alain Darbel, l'usage généralisé de certains concepts témoigne de l'imprégnation de leurs analyses chez les professionnels de musées.

9. À travers la loi programme de 1978 et le doublement du budget du ministère de la Culture en 1982.

10. Au cours des années 1990, la MNES perd progressivement la prérogative des réflexions en matière d'écomusées et de nouvelle muséologie, au profit de la Fédération des écomusées et musées de société, créée en 1989 et rassemblant aujourd'hui plus de deux cents musées, privés et publics.

11. L'article 7 de la nouvelle loi stipule en effet que : « *Chaque musée de France dispose d'un service ayant en charge les actions d'accueil des publics, de diffusion, d'animation et de médiations culturelles. Ces actions sont assurées par des personnels qualifiés. Le cas échéant, ce service peut être commun à plusieurs musées.* »

12. Loïc Blondiaux et Sandrine Lévêque [1999] ont évoqué l'importance du « dispositif scénique » dans le fonctionnement de la démocratie participative, lequel se traduit par l'évitement des lieux trop solennels.

13. Le devenir des musées associatifs renvoie en fait à celui de toute institution, dont Everett Hughes [1996] remarquait qu'il était jalonné de difficultés, telles que la disparition des ressources financières, du personnel ou de la clientèle. Bien que les intérêts et le recrutement de ces membres puissent se confondre au début de leur existence, ils cessent souvent de coïncider par la suite, suscitant un tiraillement entre ceux qui les financent ou les contrôlent par exemple et les utilisateurs des services produits.

14. *Le Monde*, 21 janvier 2006.

Références bibliographiques

BABELON Jean-Pierre, André CHASTEL, 1994, *La notion de patrimoine*, Paris, Éditions Liana Levi.

BERTRAND Anne-Marie, 1999, *Les villes et leurs bibliothèques : légitimer et décider 1945-1985*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie.

BLONDIAUX Loïc, Sandrine LÉVÊQUE, 1999, « La politique locale à l'épreuve de la démocratie. Les formes paradoxales de la démocratie participative dans le XX^e arrondissement de Paris », *in* Catherine Neveu (dir.), *Espace public et engagement politique. Enjeux et logiques de la citoyenneté locale*, Paris, L'Harmattan : 17-82.

BOURDIEU Pierre, Alain DARBEL, 1966, *L'amour de l'art. Les musées d'art européens et leur public*, Paris, Éditions de Minuit.

BROMBERGER Christian, 1996, « Ethnologie, patrimoine, identités. Y a-t-il une spécificité de la situation française ? », *L'Europe entre cultures et nations*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme : 9-23.

CHAUMIER Serge, 2003, *Des musées en quête d'identité. Écomusée* versus *technomusée*, Paris, L'Harmattan.

DAVIS Peter, 1999, *Ecomuseums : a Sense of Place*, London, Leicester University Press.

DEBARY Octave, 2002, *La fin du Creusot ou l'art d'accommoder les restes*, Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques.

GLEVAREC Hervé, Guy SAEZ, 2002, *Le patrimoine saisi par les associations*, Paris, La Documentation française.

HUGHES Everett C., 1996, *Le regard sociologique. Essais choisis*, textes rassemblés et présentés par Jean-Michel Chapoulie, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.

MOULINIER Pierre, 1981, « Vingt ans d'action et d'animation culturelles », *Pour* : *L'action culturelle en crise ?* : 7-12.

OCTOBRE Sylvie, 2001, « Construction et conflits de la légitimité professionnelle : qualification et compétence des conservateurs de musée », *Sociologie du travail*, vol. 43, 1 : 91-109.

ORY Pascal, 1987, « L'histoire culturelle de la France contemporaine : question et questionnement », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 16 : 67-82.

PEYROUZÉRE Frédérique, 1999, *Le musée en partage. État et musée*

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 89.115.229.142 - 19/02/2018 12h05. © Presses Universitaires de France

sous le ministère Jean Zay (1936-1939), thèse de doctorat en histoire de l'art et archéologie, Université Paris I.

POULARD Frédéric, 2005, *Les musées de collectivités, les conservateurs et la mise en œuvre des politiques culturelles*, thèse de doctorat en sociologie, Université Paris I.

VARINE Hugues de, 1991, *L'initiative communautaire*, Mâcon, Éditions W/MNES.

WARIN Philippe, 1995, « Les HLM : impossible participation des habitants », *Sociologie du travail*, 2 : 151-176.

ABSTRACT

Ecomuseums. Between curator's control and citizens' participation

This article examines French ecomuseums and the participative democracy. The two concepts are closely linked. This philosophy and practice, witnessed since the 1970s, have been promoted by a group of young curators. Their rhetoric was rooted both in the cultural sector as « new museology » and the French Socialist Party. The relationships between curators and population in the frame of participative democracy offer the opportunity to resolve some management and financial problems in regional and local ecomuseums.
Keywords : Ecomuseums. Museums. Participative democracy. Public. Curators.

ZUSAMMENFASSUNG

Die « écomusées ». Zwischen konservativer Kontrolle und Engagement der Bevölkerung

Die Absicht, das Engagement der örtlichen Bevölkerung an den « Museen für Mensch und Gesellschaft » zu fördern stammt aus den 1970er Jahren ; verbreitet und gefördert wurde die Initiative von der Sozialistischen Partei nahestehenden konservativen Zeitzeugen der 68er Bewegung. Dieser Artikel zeichnet sowohl das Aufkommen der Bewegung und ihren Einfluss auf die soziale Entwicklung der französischen Museenlandschaft nach als auch ihre Grenzen. Ebenso wird verdeutlicht, dass die Beziehung zwischen der offiziellen Ebene und den vor Ort Engagieren weniger dem Modell einer partizipativen Demokratie gleicht, als dem Modell hierarchischer Kontrolle, welcher allerdings in der Lage ist, den personellen und finanziellen Mangel, dem sich die meisten Museen dieser Art gegenübersehen, zu beheben.
Stichwörter : « Ecomuseen ». Museen. Partizipative Demokratie. Publikum. Konservative.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 89.115.229.142 - 19/02/2018 12h05. © Presses Universitaires de France